

«Anti.Mythes» a reçu...

... une lettre anarchiste en provenance du père Sistan!!!

le 20 nivôse de l'an 230,

Mon cher Anti.mythes,

C'est une idée intéressante de publier nos échanges sur des questions d'actualité. Pour ne pas nuire à l'envie d'écrire des copains, je vais essayer de me limiter à l'une d'elle: «Les anarchistes combattent-ils pour la disparition de l'État, ou seulement celle du gouvernement en place?».

Vous me direz que la question «a été tranchée depuis longtemps», mais je doute que cela soit aussi net dans la pratique, l'aspect «ostentatoire» de l'activité montrant beaucoup plus de passion pour la vindicte anti-gouvernementale, les groupements de «citoyens», la défense des «minorités sociétales», - que pour l'instruction, l'éducation, l'apprentissage de la gestion des choses, l'amélioration de la condition économique immédiate et l'entraînement à l'organisation d'une société libérée de toute oppression.

Certes, ces activités ostentatoires se déroulent dans un cadre de «gôche», - car la «drôte»... c'est «kaka!». En effet, qu'est-ce qui peut-être à la fois moins de «gôche» et plus «kaka», que le «Jardin-Forêt de la Métamorphose»?

Je te remercie, ainsi que l'ami Dulafoa, de nous avoir encore relaté cette barbarie qu'un groupe «anarchiste», qui utilise, détail accablant, le nom du compagnon Kropotkine, propage sans vergogne (où y'a d'la gêne y'a pas d'plaisir!).

Petit aparté: l'inhumation des morts par leurs congénères a toujours été considérée comme un élément fondamental du développement de la «conscience de soi-même», - les «souvenirs», le «respect de la vie», la «compassion», les ont fait «êtres sociaux conscients», les ont amené à «l'Humanité».

Préconiser «l'humusation», n'est-ce pas préconiser, en fin de compte, le retour à «l'animalité», et pour le compte de qui?

Nous venons de passer deux années remplies de «contraintes» liées à l'émergence d'un virus ravageur. Les gouvernements qui les ont décidées et mises en œuvres l'ont tous fait au non d'un principe: «la protection de la population».

Certains auront considéré la population dans son ensemble, d'autres auront ouvertement négligé la partie de celle-ci qu'il considérait bien trop nombreuse, d'autres n'auront pas eu les moyens économiques de faire face à la situation.

De toutes les décisions prises par le gouvernement français, aucune n'aura échappé à la critique la plus virulente, - pas de la critique des spécialistes aptes à la produire au vu des connaissances acquises à bon propos (*), - mais de celles et ceux qui, parce-qu'ils ne sont pas au gouvernement, parce-qu'ils sont «l'opposition», s'opposeront quoi qu'il arrive!!!

Je ne doute pas que «l'opposition» doive s'occuper pendant qu'elle ne gouverne pas. Quoi de plus «chiant» en effet que de «ne pas se montrer» alors qu'on est grasement rémunéré par le Trésor public pour le faire!!!

Et pourquoi ne le faire que dans les hémicycles étatiques? Pourquoi ne pas tenter d'ameuter la population, créer une tension permanente, voire un climat de violence? N'est-ce pas dans un tel climat que ceux qui n'ont pas connu la bonne-heure du succès électoral espère connaître le bonheur de la prise du pouvoir par la force, ces coups-d'État qu'ils nommeront, si le succès perdure, «révolutions»?

Certaines de ces heures de tension sont inquiétantes quand on voit la petite pègre se faire les choux-gras de ces instants bien propices à ses affaires... et à son ascension.

Ainsi, on aura vu et on voit encore, comme tu aimes tant le répéter, mon cher Anti.mythes, l'extrême-gauche communiste, l'extrême-droite nationale-fasciste et l'extrême-centre catholico-écologiste, s'entraîner très parallèlement à la tentative du coup-d'État en permanence!

Ces trois extrêmes, - et les autres, les girouettes que le vent fait tourner, ceux qui se demandent à certains moments, s'ils ne faut pas les imiter, - ont-ils été élus pour s'opposer?

Il me semble que le principe de la représentation politique consiste à se faire élire pour légiférer ou gérer, par délégation de pouvoir, les conditions d'existence d'une population, dans des «Assemblées». Certaines, les plus «hautes» sont législatives, d'autres exécutives, - les plus «basses» forcément.

Mais il est logique que, la délégation ayant été

(*) Je pense que d'autres compagnons reviendront sur cet aspect de la question. Merci d'avance!

donnée, tous les élus participent à la définition de la loi ou à son exécution, et, le temps de délégation terminé, que chaque parti (partie) se représente ou non aux suffrages.

Il y aurait là certainement beaucoup moins de tension que dans la situation présente!

Pourquoi cette «co-habitation politique véritable» est-elle quasiment refusée par tous?

Parce que les uns craignent de partager la rente due à la classe politique, et les autres la souhaitent malgré le verdict électoral; tous préfèrent le climat de tension civile ainsi créé à celui de paix civile assurée, elle qui permettrait sans doute à chacun des groupes sociaux opprimés et exploités d'aborder la réalité des «leurs» problèmes comme ils le choisiraient.

Nous verrons ce qu'il adviendra de la situation créée par l'accord nord-irlandais dit «du vendredi-saint»: l'obligation pour tous les groupes politiques élus de participer au gouvernement local. C'est un processus à examiner sur le très long terme.

Il n'y empêche que, dans ce climat politique étrange à l'encan, la lutte des classes économiques se déroule selon ses propres règles quand, la tension politique évacuée, la vie reprend son cours!

Sortons de ce cas «extrême» pour en prendre un intermédiaire, celui de la République italienne.

Les mœurs politiques transalpines sont différentes des nôtres. Quant le verdict électoral est tombé, un gouvernement est formé, et ceux qui n'y participent pas «laissent» les gouvernants gouverner selon la délégation donnée... ou selon ce qui leur semble bon au moment donné.

Cela empêche-t-il qu'il y ait débat dans les Assemblées, tant électives qu'exécutives?

Nullement! Le débat a lieu sur chaque question à l'ordre du jour, et il peut être parfois houleux, particulièrement lorsque les «majorités» constituées sont précaires et les délégations reçues par conséquent mal définies.

Mais la tension interne aux Assemblées reste en leur sein. Aucun(e) parti(e) (***) n'ameute ses partisans devant les hémicycles pour tenter d'imposer de l'extérieur un point-de-vue souvent pas ou peu représenté au sein de celle-ci.

Certes la presse se fait l'écho des débats; certes les «citoyens» discutent ou se disputent au sujet de ces débats; mais un principe immuable est respecté: les comptes terminaux se feront au prochain scrutin.

(**) Non, non, non, et encore non, ce n'est pas de l'écriture inclusive!!!

C'est ainsi que vous voyez les plus «grandes» questions «sociétales» y être débattues, votées, et mises en œuvre sans affrontements urbains tels ceux que nous connaissons ici très fréquemment.

Cela empêche-t-il les problèmes économiques de continuer d'être d'actualité?

La lutte des classes continue, mais si elle ne fait pas l'objet de débordement médiatique, c'est parce que les classes qui s'affrontent le font selon les façons qu'elles ont choisies, et le lieu d'affrontement n'est pas naturellement la voie publique.

Un lieu où la «rue» voudrait se mettre à faire la loi: les États-unis d'Amérique.

Cet État a déjà connu des moments de guerre civile, de tension civile extrême, des assassinats politiques, et, récemment, un parti est arrivé au pouvoir en occupant, avec les méthodes les moins civiles et civilisées, la voie publique. Cette fraction du «Parti républicain», devenue majoritaire, le «Tea-parti», peu enclin à faire progresser les mœurs sociales, agit pour la conquête du pouvoir par la voie électorale, mais en faisant une pression énorme, voire émeutière, pour empêcher le vote de leurs adversaires.

Ils ont trouvé en Donald Trump le «guide» qui convenait à leur objectif, ont gagné les élections, et ont continué de maintenir la société dans un état «milicien» pour parer à toute situation de perte du pouvoir. Alternativement, ils ont usé des voies juridiques, des voies émeutières, jusqu'à tenter un coup d'État post-électoral, le verdict tombé.

Mais revenons à notre point de départ: les anarchistes?

Avez-vous remarqué que les extrêmes, de droite et de gauche surtout, se parent de plus en plus des couleurs rouge et noir dans leurs démonstrations de rue?

Si ces couleurs sont chères aux anarchistes, c'est parce que ce sont les couleurs de la révolte des opprimés! Mais le fait qu'elles soient arborées par des putchistes en puissance fait-elle de leurs porteurs des révoltés?

Je pense qu'il est de bon aloi de ne pas chercher la manifestation de rue pour elle-même, on n'y fait pas que de belles rencontres, et, pendant ce temps, la besogne quotidienne, le syndicalisme, est abandonnée!

En ce début d'année, je souhaite à tous de trouver les voies fondamentales de la besogne émancipatrice, certes ingrate, mais indispensable.